



HAL
open science

Dominique Cardon et Antonio A. Casilli, Qu'est-ce que le digital labor ?

Jean-Pierre Durand

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Durand. Dominique Cardon et Antonio A. Casilli, Qu'est-ce que le digital labor ?. Nouvelle Revue du travail, 2016. hal-03915554

HAL Id: hal-03915554

<https://hal.science/hal-03915554>

Submitted on 29 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dominique Cardon et Antonio A. Casilli, *Qu'est-ce que le Digital labor ?*, Paris, Ina Editions, 104 pages.

Recension par Jean-Pierre Durand, Centre Pierre Naville, Université d'Evry-Paris Saclay

Ce petit ouvrage a au moins deux vertus : nous aider à définir le *digital labor* et faire dialoguer deux auteurs en désaccord profond sur la portée ou sur les significations de l'émergence de cette nouvelle pratique et de ses analyses scientifique outre-Atlantique (*Digital labor Studies*) depuis 2009.

Antonio Casilli, enseignant à Télécom Paris-Tech et chercheur à l'Institut Interdisciplinaire de l'Innovation (i3) signe la première partie en s'intéressant d'abord aux critiques des usages de l'Internet —et des autres réseaux dits sociaux. Dans l'impossibilité d'une traduction en français du concept, Casilli voit dans ces usages « des formes d'activités assimilables au travail parce que *productrices de valeur, faisant l'objet d'un quelconque encadrement contractuel et soumises à des métriques de performance*. Nous appelons *digital labor* la réduction de nos “liaisons numériques” à un moment du rapport de production, la subsumption du social sous le marchand dans le contexte de nos usages technologiques » (p. 12-13). Ce qui fait que le *digital labor* est une *activité* et/ou un travail (soit aussi un objet de recherche que l'on peut tenter de circonscrite), tout en constituant pour les opposants à cette interprétation un *courant théorique* (pluraliste !) analysant ces pratiques comme productrices de valeur (voir ci-dessous les contre-analyses de Dominique Cardon). Ce qui est certain est que le *digital labor* conteste les visions quelque peu naïves qui prévalaient dans la décennie précédente quant à la gratuité ou à la nature des activités collaboratives sur ou par Internet, voire à la création d'un Common que serait Google ou tout distributeur d'images gratuites sur le net.

La question qui traverse ce premier exposé porte sur la création de valeur par les internautes, le *digital labor* se présentant comme « une contribution à faible intensité et à faible expertise mise à profit via des algorithmes et des fouilles de données —*data mining*» par des plateformes numériques. Ainsi, les utilisateurs, en tant que producteurs de données (vendues aux annonceurs) sont à la fois des marchandises et des travailleurs : « Les publics numériques sont des audiences hybrides qui ne peuvent jamais être réduites à la condition de simples spectateurs. Finalement, pour eux, une conscience exacte du moment où le dispositif numérique est en train de commander leur travail, ou de leur accorder un moment d'oisiveté est impossible à entretenir » (p. 27). Le lecteur a vu poindre la thèse de la création d'un surplus de travail non rémunéré au bénéfice des plateformes.

L'intérêt de la démarche est de montrer comment producteur et consommateur se rejoignent ou se confondent dans une activité unique, certainement au bénéfice des propriétaires de la plateforme mais aussi du *prosumer*, ce producteur-consommateur qui travaille pour lui et/ou qui prend plaisir dans son activité. Y compris à travers une activité collective qui fait sens et qui pousse toujours plus loin le travail de l'utilisateur. Or c'est justement à partir de ce travail personnel et de toutes les données qu'il produit que ces plateformes vont disposer d'informations personnelles qu'elles vont valoriser. D'où la revendication d'une rémunération de ce travail selon des voies à définir que présente A. Casilli, que ce soit sous forme de salaire ou à partir d'une révision du droit commercial ou toute autre voie, y compris celle d'un « revenu de base comme levier d'émancipation et de mesure de compensation pour le *digital labor* » (p. 39). Pour commencer, on pourrait souhaiter une réforme du droit fiscal afin que

ces plateformes commencent à payer les taxes là où elles opèrent, c'est-à-dire là où se situent les millions d'utilisateurs qui réalisent un « travail invisible ».

Si A. Casilli pose les bonnes questions sur les transformations en cours via l'intensification des utilisations des plateformes numériques et des innovations qu'elles imposent (voir le bouleversement qui failli avoir lieu avec Uber Pop), le lecteur peut s'étonner de voir l'auteur recourir à des formules trop banales sans les interroger : nous pensons ici à l'usage du terme de *capitalisme cognitif* : est-ce pour ne pas entrer dans les débats sur la financiarisation du capitalisme ou bien pour considérer que ceux-ci sont déjà dépassés ? Mais l'énumération de sous-phases du capitalisme reste bien trop descriptive, sans mettre en exergue les fondements et les innovations des logiques présentes alors que justement ce sont elles qui, par une nature inédite, sont susceptibles de créer des formes « d'exploitation » dématérialisées inimaginables voici quelques décennies.

L'autre débat réside bien sûr dans le recours au concept marxiste d'*exploitation* et de production de plus-value pour caractériser ce travail gratuit —qui n'en serait pas un pour nombre d'auteurs. L'auteur ne va pas très loin dans ce débat qui a animé les marxistes depuis deux siècles sur le caractère productif de valeur ou non du travail dans certaines situations : salariés du commerce, agents de maîtrise, ingénieurs, techniciens, enseignants, chercheurs, cols blancs en général. Il semble pourtant que nous soyons face à quelques avancées¹, en particulier en réinventant des applications de la théorie de la plus-value extra ou de la soumission formelle du travail au capital. On ne peut en effet se satisfaire de la jolie formule d'Eran Fisher² citée par A. Casilli selon laquelle, dans l'économie numérique, « face à un haut degré d'exploitation, nous connaissons un faible degré d'aliénation » : ce mixage de l'économique et du culturel (ou de l'idéologique) valide trop le caractère fourre-tout du concept d'aliénation pour que nous n'ouvrions pas ici de futures interrogations.

Dans la seconde partie de l'ouvrage « Internet par gros temps », Dominique Cardon, sociologue à Orange Labs, critique la théorie du *digital labor* qui met en cause les profits que les plateformes numériques tirent du « travail » des internautes, ce qu'il dénomme plus sobrement *l'économisation du web*.

Pour ce faire, D. Cardon passe par un retour sur l'histoire du web et de ses interprétations. Il observe l'évolution de la nature des usagers du web depuis son apparition et la transformation du regard des analystes. La massification des publics a entraîné une certaine déception chez les premiers pratiquants du web qui ont vu se combler le fossé des connaissances indigènes ou techniciennes qui les séparait du « grand public ». L'auteur parle « d'ethnocentrisme de classe » ou « d'inconscient aristocratique » des premiers hackers vis-à-vis du petit peuple d'Internet, ces derniers dépossédant les premiers des privilèges qu'accordait l'usage cette « machine ». L'auteur y voit une démocratisation de la vie publique parce que « les nouvelles pratiques numériques débordent les catégories traditionnelles de la participation à l'espace public » (p. 51). Il aurait été intéressant d'analyser la nature des contenus de cette participation populaire à l'espace public via le net pour la comparer à ceux de la « vraie vie » (on pense aux enjeux gestionnaires et démocratiques dans les collectivités locales). Peut-on sérieusement considérer que cet appel à participer sur le net accroît la démocratisation de la vie publique, voire développe suffisamment de connaissances et de savoirs pour que le *gap*

¹ Voir Guillaume Tiffon, *La mise au travail des clients*, Paris, Economica, 2013 ; citer ici le débat dans la *Revue de la Régulation* et bien d'autres, mais pas trop !!),

² Eran Fischer, « How Less Alienation Crates More Exploitation ? Audience Labour on Social Networks Sites », *Triple C-Cognition, Communication, Co-operation*, 10(2), 2012, pp 171-183.

qui sépare les classes sociales puisse être réduit ? Pourquoi ne pas écouter aussi les tenants de la *fracture numérique* et observer, qu'en admettant qu'il y ait accroissement général des connaissances, la majeure partie des internautes recourent à l'outil de façon instrumentale, reproduisant —ou approfondissant— l'écart entre classes sociales ?

D. Cardon développe ensuite une thèse que l'on pourrait résumer de la façon suivante : le succès du web repose sur la rencontre de deux logiques sans finalité commune. À l'origine du web, il s'agissait d'échanges de textes et d'images, tous échanges fondés sur le partage, la gratuité, l'horizontalité, le désintéressement, etc. Parallèlement, afin que fonctionne ce système de rémunération symbolique et de réputation, les communautés du web ont construit « une architecture de procédures à travers laquelle une "intelligence collective" émerge des contributions individuelles : classer des données, organiser les informations en ensembles thématiques, désigner les meilleures contributions, extraire de l'information d'un ensemble de productions, profiter des capacités critiques de la foule « fact-checker », documenter ou sourcer un corpus, etc. S'articule ainsi un travail individuel et l'émergence d'un bien commun, une utilité produite par l'agrégation des activités individuelles, sans qu'il existe un lien finalisé et explicite entre l'action individuelle et le résultat collectif » (p. 63-64). Le modèle de l'agrégation si cher aux théories de l'individualisme méthodologique fonctionne jusqu'à créer ce bien commun qui permet d'envisager l'Internet comme un *common*. Sauf qu'interviennent alors de nouveaux acteurs que sont les plateformes numériques et leurs actionnaires qui confisquent la valeur créée dans et par ce *common* : D. Cardon réduit ce formidable hold up à une simple « économisation du numérique ». D'où par la suite le débat sans grand intérêt sur comment rémunérer le travail des internautes, si travail il y a : s'agira-t-il d'une rémunération individuelle ou bien d'une rémunération collective, sous quelle forme et pour quels destinataires-gestionnaires du bien collectif ?

Selon D. Cardon ce serait la fragilisation intrinsèque au modèle premier de l'Internet, fondé sur la recherche de la réputation, qui aurait conduit à l'émergence de cet autre modèle qu'est celui du travail des internautes et de l'économisation du net. D'une certaine manière, l'auteur minore l'emprise du capital sur l'Internet qui a dévoyé l'esprit des ses pionniers pour le transformer en cette énorme machine à produire de la valeur et des profits que l'on connaît aujourd'hui. Il reste dans le débat interne à l'univers du web qui place l'individu au cœur de l'observation ; or le web ne peut être analysé aujourd'hui sans porter le regard sur les bourses américaines et les immenses valorisations boursières des principaux acteurs du web tels que les moteurs de recherche, les plateformes numériques, etc.

Plus encore, D. Cardon attribue largement la création de valeur aux plateformes : « je crois que les algorithmes³ fabriquent bien une sorte de commun qui n'est pas déjà présent dans les données individuelles qu'ils calculent, mais cette dimension n'est plus guère perçue aujourd'hui. (...) Ce que dégage le travail des internautes ne peut, sauf contorsions théoriques assez confuses, être lu dans le paradigme de la valeur d'usage et de la valeur d'échange, mais constitue ce que l'on doit appeler une *valeur-réseau* qui est constituée par la "plus-value machinique" apportée par les mécanismes d'indexation et d'agrégation » (p. 70-71).

Il s'ensuit une critique de la critique des théoriciens du *digital labor* qui, selon D. Cardon, opèrent un retournement magistral en exigeant du web qu'il donne plus d'autonomie et de

³ Sur la question des algorithmes, voir son autre ouvrage, *A quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*, dont on peut lire la recension dans le même numéro de la *Nouvelle Revue du Travail*.

singularité aux individus, ce qui relèverait d'une « anthropologie individualiste » contraire aux prémisses de leurs thèses : ici l'auteur semble considérer que l'individu, l'agent ou la personne relèvent exclusivement des paradigmes individualistes ou du monopole libéral. D'où cette conclusion : « Je trouve utile de réintroduire la description des activités des internautes dans des assemblages complexes, parfois très problématiques et critiques pour eux, dans lesquels le sujet n'existe qu'en interaction avec le dispositif qui le fait agir, mais dans lesquels il dispose aussi de ressources pour le critiquer, le déplacer et le retourner » (p. 100-101). Si l'on peut s'accorder sur cette formulation, le cœur de la problématique qui demeure dans cette sociologie du sujet interroge la distribution totalement inégale des ressources non seulement entre internautes mais entre ces derniers et les plateformes⁴. C'est donc bien à nouveau la question des usages qui se pose et à travers celle-ci l'imposition de certains usages alors que d'autres sont rendus plus difficiles par les grands acteurs devenus acteurs financiers du web et de la globalisation des systèmes informationnels : ne pas traiter des modalités et des fondements des déséquilibres revient à (se) masquer une partie du réel.

Le débat entre A. Casilli et D. Cardon dans ce livre court sur le *digital labor* mérite lecture, car s'il ne traite pas du fonctionnement des algorithmes et de leur portée —qui deviennent l'un des enjeux fondamentaux⁵— il incite à la réflexion et à aller plus loin, en particulier sur le travail des internautes, sur l'exploitation et sur l'aliénation dans l'espace du web. De plus il est à la portée de tout lecteur novice dans cette nouvelle jungle.

⁴ Ce que reconnaît malgré lui l'auteur en écrivant dans le passage cité que *le sujet n'existe qu'en interaction avec le dispositif qui le fait agir*.

⁵ Voir sur cette question l'ouvrage de D. Cardon, *A quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*, publié en 2015 au Seuil, dont on peut lire la recension dans le même numéro de la *Nouvelle Revue du Travail*.